

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

de la société FLORETTE située sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue

**Le préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 ; L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse, Monsieur Bertrand GAUME ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2005-12-08-0090-PREF du 8 décembre 2005 autorisant la société FLORETTE France GMS à exploiter un établissement de transformation et conservation de légumes sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue - Z I la petite Marine ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2018 autorisant la société FLORETTE France GMS à exploiter une activité de transformation et de conservation de légumes située sur le territoire de la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mai 2022 transmis à l'exploitant en application des articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, par courrier du 24 mai 2022 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005 prescrit, dans son article 7.1.13, la mise en place d'une capacité de rétention pour tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 16 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la capacité de rétention de l'ammoniac n'était pas assurée dans la salle des machines 3, et que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le dimensionnement de la capacité de rétention de l'ammoniac de la salle des machines 1 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

SUR la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations

ARRÊTE

Article 1er :

La société FLORETTE France GMS, exploitant une installation de transformation et de conservation de légumes sur le territoire de la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 71.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005, en rétablissant les capacités de rétention de l'ammoniac présente dans son installation, dans **un délai de 3 mois**.

À ce titre, l'exploitant doit justifier le dimensionnement des capacités de rétention de son installation de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site Internet : « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire d'Isle-sur-la-Sorgue, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par la DDPP.

Avignon, le 22 JUIN 2022

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD